

<p style="text-align: center;">Crise malgache et impasse politicienne. Solidarité avec la population et la société civile organisée</p>

Madagascar vit depuis presque trois ans une situation des plus confuses : bradages de terres agricoles, transition politique controversée, incursion de l'armée dans le champ politique, enjeux économiques sous-jacents...

L'interminable crise malgache commencée en décembre 2008 n'est pas réductible au conflit des egos des *businessmen* Marc Ravalomanana, alors président de la République et chef d'église (aujourd'hui exilé en Afrique australe), et Andry Rajoelina, maire destitué de la capitale Antananarivo autoproclamé président d'une Haute autorité de la transition (vers une Quatrième république) – à l'issue d'un putsch militaro-civil en mars 2009.

Cette crise s'est construite contre le pouvoir néolibéral et autoritaire en place, d'une part, de la population appauvrie, d'autre part, de fractions politiques laminées par le parti présidentiel TIMⁱ et, enfin, d'affairistes ruinés par l'empire monopoliste et clientéliste TIKOⁱⁱ.

Exaspération populaire et crise politique exacerbée

La dérive autocratique du régime Ravalomanana s'est accélérée en 2007 avec une réforme constitutionnelle renforçant le pouvoir présidentiel. Comme ceux qui l'ont précédé, il a constamment réprimé le mouvement social, qui l'avait pourtant porté au pouvoir. L'exaspération de l'opinion a atteint son paroxysme quand Ravalomanana a mélangé la caisse de son empire industriel et celle de l'Etat au point que le FMI a demandé des comptes sur l'achat de « Force one 2 ». Un avion présidentiel à 60 millions de dollars alors que le pays demeurait dramatiquement pauvre avec un Indice de Développement Humain de 0,543 – ce qui le classait au 145^e rang mondial sur 182 en 2007.

Droits des travailleurs ignorés dans les zones franches, expulsion des paysans de leurs terres par l'*agrobusiness*, liberté d'expression de la société civile et des médias bafouée : la logique ultra-libérale qui enrichit depuis des décennies une minorité, appauvrit la population et brade les ressources nationales est à l'origine de la vindicte populaire qui a conduit aux émeutes de fin 2008-début 2009. Cette puissante colère a saccagé des symboles forts : les magasins du président, les médias privés qu'il possédait, ainsi que ceux de l'Etat qui étaient à sa botte.

Contre le cours corrompu et autoritaire du « ravalomananisme », Rajoelina et son entourage ont su instrumentaliser le mécontentement populaire pour provoquer une alternance sans processus électoral. Après deux mois d'un bras de fer qui fera plus de 130 victimes, la situation tourne en leur faveur suite au choc provoqué par la répression particulièrement sanglante d'une manifestation devant le palais présidentiel. Le 17 mars 2009, avec l'appui de soldats mutins, ils érigent leur Haute autorité de la transition composée principalement de gens d'affaires et de politiciens opportunistes ou controversés sans véritables assises.

Les premières décisions et actions du pouvoir de fait sont inquiétantes : transition relativement longue, suspension de l'Assemblée nationale et du Sénat, mesures rétrogrades et unilatérales comme le rétablissement du français comme langue d'enseignement et, par dessus tout, répression de ses opposants (avec le risque d'intensifier les affrontements)...

La SADC (Communauté de développement d'Afrique australe), l'Union africaine, l'Union européenne (dont la France) et l'ONU ont condamné le coup d'Etat de Rajoelina et aucun pays ne reconnaît le pouvoir qui en est issu (La France a condamné pour la forme. Cela ne l'a pas empêché de couronner Rajoelina-TGV via Guéant et tenter le légitimer sur la scène internationale. Ce qui a échoué à cause du manque de fiabilité de TGV qui n'est pas un homme des réseaux françafricains comme un Sassou ou un Bongo, l'influence des ultras dans son entourage farouchement hostile à toute concession et l'opposition des leaders de la SADC - en premier lieu l'Afrique du Sud - pour qui la France est un adversaire à chasser de leur pré-carré.) Dès après le 17 mars, Ravalomanana s'est exilé en Afrique australe d'où il mène une intense activité diplomatique contre ses tombeurs. La dégradation de la situation est continue, arrivant au point où aucun camp ne peut plus tenter de l'emporter sans provoquer des dégâts collatéraux insupportables pour le peuple et sans mettre en péril l'unité et l'intégrité de la nation.

La société civile représentative malgache propose alors, à juste titre, de rechercher une solution malgache-malgache consensuelle et inclusive, avec « facilitation » par la communauté internationale. Cette option s'est alors imposée : d'où les phases de négociation pour le « partage du pouvoir » initialement entre les « mouvances » Rajoelina, Ravalomanana, Ratsiraka et Zafy à Maputo, Antananarivo, Addis-Abeba et Pretoria puis, dans la toute dernière période, les réunions d'instances de la SADC à Windhoek, Gaborone et Sandton et enfin une réunion du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine à Addis-Abeba.

A priori, c'est la polarisation entre partisans de l'un et de l'autre camp qui paralyse complètement tout schéma de sortie de crise, raison pour laquelle, au départ, les mouvances des deux anciens présidents Ratsiraka et Zafy ont été associées aux négociations pour le partage du pouvoir. En fait, les surenchères bloquantes sont réputées porter sur les garanties à donner aux différentes clientèles des fractions dirigeantes s'agissant de leurs intérêts respectifs dans les faramineux contrats fonciers, miniers, pétroliers et autres.

Business as usual

L'opinion malgache n'est pas dupe des enjeux des intrigues politico-affairistes ambiantes. Transnationales et puissances anciennes et/ou émergentes, alliées à des clientèles locales, rivalisent depuis des années pour contrôler les ressources foncières, minières et pétroliers.

Même si les principaux projets se sont concrétisés durant le mandat de Ravalomanana (l'anglo-canadien Rio Tinto exploite l'ilménite, l'américain Sherrit International le nickel, le franco-belge Total obtient l'important gisement de schistes bitumineux de Bemolanga). C'est à cette époque que de vastes surfaces de terres arables ont été promises à des multinationales coréenne et indienne et l'eau du fleuve Faraony à l'Arabie Saoudite. *Le Canard enchaîné*, écrivait d'ailleurs dès le 25 mars 2009 (soit une semaine après la prise de pouvoir de Rajoelina), que la guerre pour gagner l'exploitation du pétrole *off-shore* faisait déjà rage entre Total et d'autres firmes internationales.

A sa prise de pouvoir, Rajoelina avait pourtant annoncé l'arrêt pour inventaire de la politique active d'exploitation des ressources initiée sous Ravalomanana et qui avait été un des ferments de la contestation populaire. Cette « trêve » officielle a pris fin en janvier 2010 pour le secteur minier, sans que l'on connaisse le résultat de l'inventaire. Des cessions de terre seraient même à nouveau à l'étude, et Bolloré, lui, guignera toujours la gestion du port à conteneurs de Toamasina, premier port de Madagascar.

De jour en jour, l'opinion malgache comme internationale découvre de nouvelles affaires de prédation de ressources et de pillage du pays. Le *business* illégal continue de plus belle pendant la crise, comme le montre le scandale du trafic illégal de bois de rose (arbre rare et protégé) dans le Nord-Est de Madagascar, qui a été dévoilé pendant le Sommet de Copenhague. Une valeur marchande d'environ 310 000 € y était apparemment abattue chaque jour. Les sociétés importatrices étaient chinoises; un armateur français participait au pillage. La crise politique n'a fait qu'empirer le trafic et d'aucuns y entrevoient tout simplement des sources de financement de futures campagnes électorales. Pour les acteurs (nationaux ou internationaux) de la crise, sa non-résolution permet de faire fleurir les trafics et commerces auxquels ils sont liés : dans l'intérêt de certaines affaires, la crise doit et peut continuer !

Tenants et aboutissants d'une crise odieuse

Seul un partage du pouvoir entre les fractions dirigeantes en compétition, les « mouvances » Ravalomanana, Rajoelina, Ratsiraka, Zafy sans exclusion d'autres regroupements identifiés peut générer une sortie raisonnable de crise. Mais aucune solution de sortie de crise ne se pérenniserait si la lumière n'est pas faite, par une enquête réellement indépendante, sur les responsabilités des tueries, exactions diverses, violences et arrestations arbitraires commises de part et d'autre de décembre 2008 à maintenant mais aussi lors de la crise de 2002.

Cette crise qui dure révèle que Madagascar est entrée dans une nouvelle ère où désormais les fractions dirigeantes malgaches sont prêtes à sacrifier les intérêts de la nation sur l'autel de leur profit immédiat, une économie de la destruction s'est mise en route. Dans la présente guerre entre potentats, la politique et les affaires sont largement et systématiquement imbriquées et aucun belligérant ne se soucie des

dégâts collatéraux de son action sur la « base de manœuvre » qu'est la population (sinon à préférer quelques engagements démagogiques).

Que d'incohérences !

Les rapports des classes dirigeantes malgaches aux transnationales et puissances anciennes et/ou émergentes rivales se reformulent désormais dans les termes d'une allégeance qui rompt avec la marge de manœuvre conquise dans les années soixante-dix par quelques secteurs de la bourgeoisie nationale. Les clientèles locales – par cooptation, donc de plus en plus pléthoriques – doivent être satisfaites, « nourries »... prétexte à toutes les surenchères. Ces pressions de l'extérieur et celles de l'intérieur conjuguées expliquent en grande partie les incohérences et louvoiements du politicien « professionnel » malgache d'aujourd'hui. Rappelons-nous Ravalomanana promettant à ses « ouailles » son retour imminent, insensé au regard du contexte alors qu'il invective depuis son exil la France tout en s'impliquant dans des négociations coparrainées par celle-ci et l'Afrique du Sud à Pretoria.

L'attitude d'Andry Rajoelina depuis mi-2010 est aussi illustrative de cette incohérence politicienne. Le 12 mai 2010, il annonce sa non-candidature à toute élection, dont la présidentielle, tout en énonçant de façon unilatérale un schéma de sortie de crise avec agenda et feuille de route ! La cohérence aurait plutôt été qu'il démissionne de sa présidence pour pouvoir se porter candidat dans un schéma non-unilatéral. La mise en œuvre d'une CENI (Commission nationale électorale « indépendante ») aux ordres de la HAT puis l'organisation d'un referendum (sur un projet de Constitution d'une Quatrième république) que la communauté internationale ne peut pas reconnaître parce que non-consensuelle ne sont que les éléments d'une fuite en avant qui bloque tout effort pour sortir de la crise.

La société civile organisée comme solution

Le vrai souffle nouveau dans cette crise vient de la société civile organisée. *A priori* on lui doit, depuis février 2009, ce concept d'une sortie de crise « *neutre, pacifique, consensuelle et inclusive... engagée dans le sens des intérêts de la population* ». La tenue des négociations successives entre les « mouvances » plaide en faveur de cette société civile représentative et reste le schéma pertinent pour une sortie de crise réellement consensuelle, inclusive, pacifique et dans l'intérêt de la population.

Il n'est toutefois pas exclu que cette société civile organisée soit le « dindon de la farce » si l'accord entre politiciens se révèle *in fine* n'être qu'un partage du gâteau, sans perspective réellement politique. Vu les surenchères continues, le dernier accord politique, arraché au forceps le 17 septembre 2011, sur la fameuse « feuille de route » qui a permis l'installation d'un « gouvernement d'union nationale », ne garantit guère une sortie de crise apaisée ni une amélioration du sort de la population malgache dans son ensemble.

Le Bureau du CdSM
(Paris, 25 novembre 2011)

Encadré : Rappelons juste que le CdSM a été créé lors de la crise politique malgache de 2002 pour informer l'opinion publique européenne sur les réalités de la Grande Ile et apporter une expression d'une voix indépendante de celle des autorités françaises. Il travaille dans ce sens en concertation avec les réseaux, ONG et plateformes des organisations de la société civile malgache en menant des réflexions sur les questions de dette, de développement, de démocratie etc.

Les réseaux partenaires malgaches restent les seuls maîtres de leurs analyses, orientations et initiatives. Le CdSM, quant à lui, fonctionne comme interface entre les sociétés civiles des deux pays. Il œuvre à ce que soit effective la solidarité des partenaires français avec la société civile

malgache dans les efforts de celle-ci à structurer et renforcer ses capacités dans l'éducation citoyenne, dans le développement de la démocratie, dans la lutte contre la pauvreté et dans la construction d'un Etat de droit à Madagascar et pour que s'établissent des relations équitables entre la France et Madagascar, aux plans politique, économique, social et culturel.

i TIM : *Tiako-i-Madagasikara*, « J'aime Madagascar ».

ii TIKO : Entreprise yaourtière à l'origine de l'empire industriel de Ravalomanana.